

Thierry JULIEN

Expert Comptable Diplômé

Commissaire aux Comptes inscrit auprès de la Cour d'Appel d'Aix

26 Rue Désirée Clary

13002 MARSEILLE

Tel 04.91.48.44.67 Fax 04.91.94.19.65

SIRET 443 644 737 00019

FAMILLES RURALES
Fédération Départementale des Bouches du Rhône
19 Bis Chemin de la Mine
13660 ORGON

RAPPORT GENERAL
du COMMISSAIRE aux COMPTES
COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

12/

ASSOCIATION FAMILLES RURALES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2025

Aux membres de l'ASSOCIATION FAMILLES RURALES.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société l'ASSOCIATION FAMILLES RURALES. relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Changement de méthode comptable

Comme précisé dans le paragraphe Règles et Méthodes Comptables de l'Annexe des Comptes Annuels, le nouveau référentiel comptable édicté par le règlement ANC N°2022-06 s'est appliqué pour la première fois au présent Comptes Annuels.

Nous avons vérifié la bonne application de ce règlement et le fait que la comparabilité des Comptes Annuels n'était pas altérée par ce changement de méthode comptable.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

-Nous avons analysé l'application des principes comptables, pour ce qui concerne les éléments significatifs du bilan et du compte de résultat,

-Nous avons vérifié que les principes comptables retenus par la société ne donnent pas lieu à plusieurs interprétations ou options possibles, y compris dans leurs modalités d'application, pour ce qui concerne les éléments significatifs du bilan et du compte de résultat,

-aucun élément significatif dans les comptes n'est constitué à partir d'estimations fondées sur des données subjectives.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels ~~des informations données dans le rapport de gestion et les autres documents adressés aux adhérents sur~~ la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Marseille, le 16 avril 2026

Thierry JULIEN
Commissaire aux Comptes



Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	6 978	4 110	2 867	
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	6 978	4 110	2 867	
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
Actif circulant	Constructions				
	Inst. techniques, mat. out. industriels	154 492	123 004	31 488	6 295
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	154 492	123 004	31 488	6 295
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées	15		15	15
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Actif circulant	Autres	6 666		6 666	40 000
	TOTAL	6 681		6 681	40 015
	Total I	168 151	127 114	41 036	46 310
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	140 480		140 480	121 058
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	397 428		397 428	302 782
	TOTAL	537 908		537 908	423 840
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				
Actif circulant	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	304 977		304 977	279 381
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾				
	Total II	842 885		842 885	703 222
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	1 011 037	127 114	883 922	749 533
	Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)			



31/12/2025

Bilan et compte de résultat

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	475 778	417 777
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	52 315	58 001
	Situation nette (sous-total)	528 093	475 778
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	20 116	2 379
	Provisions réglementées		
	Total I	548 210	478 158
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total I bis		
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total II		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	2 981	3 048
	Total III	2 981	3 048
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		1 351
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		0
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	89 728	50 877
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	232 200	201 521
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	17	53
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	10 783	14 523
	Total IV	332 730	268 326
	Écart de conversion Passif V		
	TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	883 922	749 533
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



Familles Rurales

31/12/2025
Bilan et compte de résultat

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	31 964	21 917
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	2 237 669	1 815 362
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	268 092	209 486
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	66	104 521
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	55 176	2 077
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		2 592 968	2 153 365
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	577 403	478 916
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	113 798	88 462
	Salaires et traitements	1 503 845	1 245 870
	Charges sociales	327 553	295 129
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 260	10 566
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	25 565	20 252
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		2 558 426	2 139 198
1. Résultat d'exploitation (I-II)		34 542	14 166



Familles Rurales

31/12/2025
Bilan et compte de résultat

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 871	2 721
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	1 871	2 721
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	28
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	0	28
2. Résultat financier (III-IV)		1 870	2 693
3. Résultat courant avant impôt (II+III-IV)		36 412	16 860
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	23 264	44 771 2 885
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	23 264	47 656
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 361	6 516
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	7 361	6 516
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		15 902	41 140
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		2 618 104	2 203 744
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 565 789	2 145 743
EXCÉDENT OU DÉFICIT		52 315	58 001
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature		181 321	189 970
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total		181 321	189 970
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature		181 321	189 970
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		181 321	189 970

1 Principes et méthodes comptables

Changement de méthode

Dans un objectif de modernisation des états financiers, l'Autorité des Nonnes Comptables (ANC) a adopté le règlement n° 2022-06 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général (PCG). Celui-ci est entré en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. En complément de ce règlement, l'ANC a également publié le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06.

Cela a entraîné un certain nombre de modifications sur le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels de personnes morales de droit privé à but non lucratif, notamment :

- une nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique des transferts de charges ;
- la mise à jour de la nomenclature des comptes ;
- l'organisation des informations dans la présente annexe.

Ce changement de méthode comptable a été appliqué de manière prospective. La colonne comparative 2024 n'a pas été retraitée, en dehors des modifications de présentation nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles du bilan et du compte de résultat.

Les principes généraux suivants ont été appliqués :

- Image fidèle,
- Sincérité,
- Régularité,
- Prudence,
- Prééminence de la réalité sur l'apparence,
- Indépendance des exercices,
- Continuité de l'exploitation.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

1.1 Présentation de l'entité

➤ Description de l'objet social, de la nature et du périmètre de l'activité :

La fédération est une association loi 1901 administrée par une équipe de bénévoles issus du réseau de Familles Rurales et accompagnée par une équipe salariée.

La fédération apporte son aide à la création de projets innovants, à la réflexion à l'écriture du projet associatif, à la formation des bénévoles...



La fédération s'investit tout particulièrement dans l'accompagnement des associations affiliées au mouvement des Bouches du Rhône mais aussi au niveau régional.

C'est un mouvement d'éducation populaire pour la promotion des familles et des personnes, et pour le développement de leur milieu de vie.

Son action se fonde sur 3 axes :

- La représentation et la défense des intérêts des familles et des territoires où elles vivent ;
- L'information, la prévention et l'éducation ;
- L'organisation et la gestion d'activités et de services.

Parallèlement à ses missions d'accompagnement et de développement, la Fédération gère des propres activités :

- Petite enfance ;
- Enfance Jeunesse Loisirs

➤ **Description des moyens mis en œuvre :**

- ✓ la recherche et l'obtention de subventions de fonctionnement et d'équipement auprès des pouvoirs publics, des collectivités territoriales et des organismes tels la Caisse d'Allocations Familiales, ou Mutuelle sociale Agricole, le Fonds d'Action Sociale , organismes chargés de l'allocation des fonds européens, ou des fonds interministériels à la Ville, etc.
- ✓ de façon générale et pour tous les buts qui sont les siens par la multiplication des partenariats et sources de financement pertinents.

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés



2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I					
	Autres immobilisations incorporelles Total II	4 098	2 880			6 978
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	3 620	624	-	-	4 244
	Matériel de transport	24 944	-	-	-	24 944
	Mat. bur., informatique, mobilier	90 487	34 816	-	-	125 304
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
Total III		119 051	35 440	-	-	154 492
Immobilisations financières	Participations	15	-	-	-	15
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	40 000	-	33 333	-	6 667
	Total IV	40 015	-	33 333	-	6 682
Total général		163 165	38 220	33 333	-	168 152

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations	Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles				
Frais d'établissement Total I				
Autres immobilisations incorporelles Total II	4 098	13		4 111
Amortissements corporelles				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
Install. générales, ag. Am. divers	3 499	176	-	3 675
Matériel de transport	24 944	-	-	24 944
Mat bur., informatique, mobilier	84 313	10 073	-	94 385
Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III	112 756	10 248		123 004
Total général	116 854	10 261		127 115

2.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	4 098	176	-	-	-	4 111
Corporelles	112 756	10 248	-	-	-	123 004
TOTAL	116 854	10 261				127 115

2.2 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL				

2.3 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2020-08 du 4 décembre 2020 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres avec ou sans droit de reprise.

2.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

2.4.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées	3 048		66	2 982
Provisions pour risques	-			-
Provisions pour charges				
TOTAL	30 48		66	2 982

2.4.2 Passifs non comptabilisés

2.4.3 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs »

2.5 Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	140 480	140 480	-
	Autres	397 428	397 428	
Charges constatées d'avance		-	-	
TOTAL		537 908	537 908	-

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-	-		
Fournisseurs et comptes rattachés		89 728	89 728		
Dettes fiscales et sociales		232 201	232 201		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		17	17		
Produits constatés d'avance		10 783	10 783		
TOTAL		332 729	332 729	-	

2.6 Compte de résultat

2.6.1 Ventilation des produits d'exploitation

Les dépenses engagées avant que l'association ou la fondation ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires.

Une condition suspensive non levée ne permet pas d'enregistrer la subvention en produits.

2.6.2 Contributions volontaires en nature

Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Les ventes des dons reçus en nature sont inscrites en produits en compte de résultat sous une rubrique spécifique.

Détail des charges et des produits par nature incluant les contributions volontaires

Nature de la charge	Montant compte de résultat	Montant contribution volontaire	Total
LOYER	33 174	33 174	33 174
CHARGES DE PERSONNEL	109 065	109 065	109 065
CHARGES LOCATIVES	39 083	39 083	39 083
		TOTAL	181 322
Nature du produit	Montant compte de résultat	Montant contribution volontaire	Total
LOYER	33 174	33 174	33 174
CHARGES DE PERSONNEL	109 065	109 065	109 065
CHARGES LOCATIVES	39 083	39 083	39 083
		TOTAL	181 322

